

l'étincelle

PCA
Aulnay

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

Lundi 8 avril 2013

Cahuzac ? Un ministre exemplaire de la bourgeoisie

Nous sommes « trahis, bafoués, dévastés, ulcérés... » ont déclaré Hollande et ses ministres, suite à l'aveu de Cahuzac, lequel leur avait « menti les yeux dans les yeux ». On ne pensait pas les membres du gouvernement si sensibles.

Varin, le patron de Peugeot, a pu mentir pendant des mois sur la fermeture programmée de l'usine d'Aulnay-sous-Bois sans que les mêmes n'y voient un scandale et ne se sentent trahis. De même, quand l'homme d'affaire américain Gary Klesch, comme bien d'autres patrons voyous de France ou d'ailleurs, a repris plusieurs usines du groupe chimique Arkema pour pas un sou, avant de déposer le bilan 8 mois plus tard. Là non plus, ni émois ni sentiments de trahison parmi les caciques gouvernementaux de gauche comme de droite. Pour ces gens-là, mentir aux travailleurs, c'est normal. Frauder légalement pour empocher des millions et virer des salariés, c'est acceptable. Cela fait partie des règles mensongères mais légales de leur république bourgeoise, quel qu'en soit le numéro.

Un serviteur du système

Le parcours de ce monsieur Cahuzac est une belle illustration de ce que sont les serviteurs du capitalisme. Formé à la chirurgie cardiaque, il la délaisse pour la chirurgie esthétique, pompe à fric bien plus rentable. Sans parler de quelques allers retours entre les cabinets du ministère de la Santé et le « conseil » privé à l'industrie pharmaceutique. De quoi lui faire ouvrir un compte en Suisse par son pote de parties de golf, un avocat d'extrême droite proche de Marine le Pen. C'est donc avec un tel pedigree qu'on est nommé ministre du budget !

L'ex ministre du budget, chasseur de fraude fiscale, fraudait donc lui-même le fisc, sur les conseils de son « gestionnaire de fortune » et autres avocats spécialisés dans « l'optimisation fiscale »... légale ou illégale. Comme ces nombreux poissons qui naviguent dans les eaux troubles du capitalisme où la frontière

entre le légal et l'illégal est très floue. Il s'agit-là des pratiques habituelles des grandes sociétés du CAC40, qui savent utiliser tous les dispositifs légaux nécessaires pour n'être imposées qu'à hauteur de 8 % de leurs bénéfices en moyenne, et se passer de la légalité pour le reste.

Leur morale et la nôtre

L'affaire Cahuzac montre simplement que ce n'est pas le fric qui manque, planqué ou non. Ces gens-là ne connaissent pas la crise. Le gouvernement qui annonce régulièrement des mesures d'austérité n'aurait qu'à se servir dans les poches de la grande bourgeoisie, mais ce n'est pas sa volonté. Alors ils font celles des travailleurs.

La bourgeoisie se divise le travail : le patronat pleure la bouche pleine et licencie à tout va au nom de la compétitivité, pendant que ses hommes de main au gouvernement, formés à son image cynique et mensongère, font passer dans la loi toutes ses volontés. C'est le fonctionnement normal du capitalisme. De plus en plus insupportable en effet. De quoi renverser ce vieil ordre obsolète.

Leur loi et la nôtre

Oui, il faudra bien que le monde du travail, celui dont on baisse les salaires, qu'on exploite plus durement au travail ou qu'on jette à la rue, lui qui n'a pas de gestionnaire de fortune (et pour cause !) pour mieux contourner le fisc, se retrouve à un moment donné, massivement, dans la rue.

Mais certainement pas pour quémander un remaniement ministériel, ou une sixième république aussi exemplaire que les précédentes de ce sale système. Mais en se donnant les moyens d'imposer la loi des travailleurs, d'une toute autre nature que celle de ces hypocrites républiques bourgeoisées.

A bon entendeur, salut !

Jeudi dernier, à une centaine de grévistes, nous sommes allés à la porte de Versailles où se tenait un forum de l'emploi, principalement pour la fonction publique. Nous avons interpellé la ministre Lebranchu et perturbé l'inauguration en lui posant le problème que l'Etat, notamment Taubira, Sapin et Valls, interviennt pour faire pression sur Peugeot pour qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires et de licenciements ainsi qu'une négociation sur notre mouvement contre la fermeture d'Aulnay.

Ils ont intérêt à nous répondre rapidement, sinon nous pourrions bien devenir leur cauchemar.

Un détail qui en dit long

Mardi 2 avril, à Poissy, au changement d'équipe de l'après-midi, un certain nombre d'ouvriers d'Aulnay se sont retrouvés bloqués au tourniquet faute de badge valide. Ils ont réussi à rentrer dans l'usine pour l'équipe de l'après-midi après être passés au poste de contrôle extérieur du côté de la porte Poissy et d'Achères. Beaucoup étaient dégoûtés du trajet étant donné la distance entre leur lieu d'habitation et Poissy.

Voilà qui montre le peu de considération de la direction vis-à-vis de ces salariés venus d'Aulnay.

Un pour tous, tous pour un

Des moniteurs revenus de Poissy nous expliquent l'aggravation de leurs conditions de travail : ils devraient à nouveau faire leurs preuves en tenant une journée sur trois des postes de chaîne.

Seule notre lutte collective pourra imposer à Peugeot une garantie pour tous quelle que soit notre qualification et le poste que nous attendons.

Teleperformance en grève en Tunisie

Plusieurs milliers de salariés des centres d'appel Teleperformance en Tunisie étaient en grève du 1er au 3 avril. Ces travailleurs répondent aux clients français d'Orange, Numéricable, SFR, 40 heures par semaines, pour des salaires de 250 euros par mois. Ils revendent l'annulation de licenciements et l'application d'accords déjà signés par leur direction portant sur des augmentations de salaires. Dans le même temps, Teleperformance vient de recevoir le label "*responsabilité sociale de la relation client*", censé récompenser ses bonnes pratiques sociales. Un bluff patronal qui ne fait marcher personne. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Un passé peu reluisant

Parmi les casseroles de Cahuzac qui refont surface, on apprend que celui-ci s'est fait condamner pour avoir employé, il y a 10 ans, une femme de ménage sans-papier dans sa clinique d'implants capillaires. La salariée travaillait 40h par semaine, pour une paye misérable de 250 euros et le patron voyou Cahuzac ne se donnait même pas la peine de payer les cotisations sociales. Pour les gens de sa classe sociale, faire du fric sur la fraude et l'exploitation, voire sur « l'esclavage moderne », ce n'est jamais qu'une façon de faire des affaires.

Hollande et sa suite patronale au Maroc

60 patrons, dont 36 issus du très sélect CAC40 ; un véritable défilé suivait Hollande lors de sa visite au Maroc. Le régime, dictature aux mains du roi Mohammed VI, a férolement réprimé la vague de révolte marocaine lors du printemps arabe. Aucun problème pour Hollande, bien au contraire. D'après lui, les « *relations sont au beau fixe* »... Et pour cause, les contrats signés ont plu dru. TGV, Bus, Metro, Telecom, énergie... Aucun domaine n'a échappé aux juteuses affaires de la SNCF, d'EDF, Vivendi ou GDF Suez... Pour ce gratin de la bourgeoisie française : qu'importe la répression, pourvu qu'on ait l'oseille !

« Egalité »... par le bas

C'est paraît-il « plus juste », foi de socialiste ! Le gouvernement envisage de moduler les allocations familiales en fonction des revenus. Mais pas pour les augmenter aux familles dont les revenus sont les plus bas.... juste pour les réduire pour les autres. Et comme il veut faire 2 milliards d'économies, il compte piocher dans les poches de la majorité des salariés. Seuls les très hauts revenus ne s'en apercevront même pas, ils n'en sont pas à 100 ou 200 € près.

Grève surprise chez Dacia, à Pitesti

Après l'Espagne et la France, Renault veut un accord de compétitivité en Roumanie dans sa filiale Dacia, dans la ville de Pitesti : modification du régime des heures supplémentaires et des congés, augmentation des cadences (un véhicule toutes les 40s !), augmentation de salaire en dessous de l'inflation... 5 000 salariés ont fait un jour et demi de grève à la fin mars. Une grève spontanée qui a débordé le syndicat maison SAD, proche de la direction. En Roumanie comme ailleurs, la « compétitivité » ça ne passe pas !